

Entretiens de Sceaux #8

Campus durable : être ou ne pas être...

Le 14 juin 2023, **Philippe Laurent**, maire de Sceaux, a accueilli à l'Hôtel de Ville les participants à la 8^e édition des Entretiens de Sceaux, coorganisés par la Conférence de la Vallée Scientifique de la Bièvre et l'Association des villes universitaires de France (Avuf). Le débat portait sur la « durabilité » des campus. Dans le contexte des crises de notre environnement, les Universités sont des acteurs majeurs de la transition, en dialogue permanent avec leur environnement.

Pour introduire le sujet, **Antoine Latreille**, vice-président de l'Université Paris Saclay, rappelle combien l'Université est investie dans la progression de ses campus vers la durabilité. « Nous avons devancé les demandes et avons mis en place, depuis trois ans, une unité de formation pour les étudiants de première année sur l'écologie et le développement soutenable ». L'Université travaille notamment sur ses réseaux de chaleur : « Paris Saclay possède son propre réseau de géothermie et héberge des sous-réseaux, ce qui nécessite un dialogue soutenu et des montages complexes avec les collectivités territoriales », observe le vice-président. L'Université développe par ailleurs un dispositif mutualisé de récupération et de valorisation de chaleur produite par les serveurs. Il est également prévu de planifier dès la rentrée le déploiement du photovoltaïque, après avoir déterminé les priorisations sur neuf sites.

Selon Antoine Latreille, la facture de mise aux normes énergétiques des bâtiments est estimée à près d'un milliard d'euros, alors que les subventions dans le cadre du CPER s'élèvent à 70 millions d'euros sur six ans. « Il faudrait plusieurs décennies pour financer ces travaux. Nous sommes un peu en difficulté pour avancer ». L'activité constante des sites universitaires implique en outre d'intervenir en site occupé, et l'Université est soumise à une vigilance constante des ABF qui interdisent l'isolation par extérieur. « Il est impossible pour nous d'isoler par l'intérieur, nous ne pouvons pas réduire la surface pour l'accueil des étudiants. Cela implique de reconstruire les bâtiments ».

Paris Saclay travaille également avec les collectivités locales pour mettre en place des dispositifs partagés de mobilité douce, la circulation cyclable et l'auto partage de véhicules électriques sous l'égide de l'EPA. « Nous avons besoin d'une flotte mais les véhicules ne sont pas utilisés le soir et le week-end. Le stationnement aux abords du campus est donc utilisé le soir pour d'autres utilisations ».

Pour conclure, Antoine Latreille souligne que « le mètre carré le plus durable est celui que nous n'avons pas ». Cette réduction de l'immobilier nécessite des efforts de part et d'autre, notamment pour trouver des usages partagés avec les collectivités locales et les habitants et mettre en place de bonnes pratiques.

François Loscheider reprend la parole pour lancer les travaux sur « l'évolution des campus et leur place en ville à l'heure des crises des éco systèmes ». « Face aux crises climatiques, l'université est aux avant-postes, elle propose le monde. Elle ne propose pas seulement une expertise scientifique, elle représente un acteur urbain

majeur dans la société. Les crises interrogent le cours des choses. Qu'en est-il de l'université dans ce contexte ? »

Cergy Paris Université : un plan guide commun et des équipes mixtes

Quelle coopération ville-université dans le cadre de la transition ? **Véronique Balbo-Bonneval**, directrice générale des services de Cergy Paris Université, co-conceptrice du Cycle supérieur de la transition de l'Institut National des Etudes Territoriales (INET), met en garde sur le fait que « toute interaction entre territoire et université est spécifique, non modélisable ». Cependant, « chaque expérience est intéressante pour comprendre comment saisir des opportunités ».

A l'origine de la coopération sur le territoire de Cergy, le montant accordé par le CPER, de 500 000 euros pour six ans, qualifié par la directrice générale d'« inimaginable ». Selon elle, pour pouvoir obtenir « quelques millions de plus dans la clause de revoyure du CPER », il fallait que les acteurs parlent d'une même voix. « Nous avons donc pris l'initiative de rassembler l'ensemble des acteurs du territoire pour partager nos visions et concevoir un idéal de ce que l'université et le territoire pouvaient s'apporter ». Ce travail a duré de longs mois de façon informelle, puis le fonctionnement a été concrétisé donnant lieu à l'élaboration d'un cahier des charges puis d'un plan guide commun. L'organisation s'est mise en place au fil de l'eau, d'abord entre DGS puis avec les services. Puis une association a été créée pour porter la mise en œuvre de ce projet : CY Campus. L'AG permet de voter les orientations et des groupes de travail mixtes ont été mis en place sur l'urbanisme, la vie étudiante, la mobilité... avec l'agglomération, le département et l'université. Cette organisation a permis d'obtenir, lors du CPER suivant, 100 M€.

« Cependant, il y a six ans, la question de la transition n'était pas prise ne compte », reprend la directrice. « Nous avons donc repris la méthode avec un cabinet extérieur pendant 18 mois. Notre feuille de route de transition a été signée par les collectivités et l'université avec trois points principaux : la formation de 100% des exécutifs des territoires et des universités avec des équipes mixtes, la biodiversité du territoire et la ville du quasi quart d'heure. En résumé : les trois exécutifs se voient une fois par mois, les trois DGS une fois tous les 15 jours, des groupes de travail mixtes sont animés par CY Campus, notre feuille de route transition interroge tout ce que nous faisons et le démonstrateur est mis en œuvre ».

En matière de coopération, Véronique Balbo-Bonneval constate que « l'interdépendance est une réalité et le vrai sujet consiste à changer de perception, que ce soit pour l'alimentation ou la mobilité... d'où l'intérêt d'avoir des équipes mixtes ». Ainsi, alors que l'université avait doublé de taille en dix ans, « nous avons pensé l'îlot à transformer avec le territoire et pour le territoire. Cet îlot doit être traversant par la population, attractif pour le territoire, accueillant, avec des arbres, des lieux de vie et de rencontre. Il doit être un démonstrateur de la transition, si possible neutre énergétiquement, exemplaire sur l'eau mais aussi dans la construction bio climatique et avec une évolutivité des espaces créés pour s'adapter aux usages ».

En matière de formation et transition, le niveau de coopération est qualifié par la directrice d' « exceptionnel », mais la démarche est difficile. « Nous intégrons les enjeux de la transition dans toutes les formations, quelle que soit la discipline, à travers une approche par compétences. Pour former à l'esprit critique et aux savoirs, nous y intégrons une approche par projets. Nous partons de projets de territoire qui ont trait à la transition et qui deviennent des objets de formation pour les étudiants, c'est une façon d'interagir avec le territoire ».

Politecnico de Milan : un campus aux frontières évolutives

Eugenio Morello, professeur associé d'urbanisme, recteur délégué au Développement soutenable du Politecnico de Milan, travaille sur le projet de durabilité de l'université depuis ses débuts en 2011. Il a été nommé délégué du recteur pour la durabilité en 2022. Pour lui, « la durabilité ajoute un élément de recherche dans la transformation urbaine. Nous sommes tous alignés sur mêmes problématiques. L'important pour un campus urbain est de collaborer avec la ville. Dans le cadre d'un laboratoire de simulation, plusieurs techniques et méthodes de co-conception sont utilisées pour transformer le campus ». Cependant, « un de nos défis les plus importants est de savoir quelles sont les frontières de notre campus. C'est important pour parler de durabilité ».

Depuis douze ans, l'université a modifié son approche avec les défis du changement climatique et de la biodiversité. « Nous devons modifier notre façon de prendre en compte les émissions, pas seulement celles qui proviennent de la production mais aussi de la consommation. Au-delà des campus propres, nous devons réfléchir aux émissions produites en Chine, par exemple, pour fabriquer des panneaux photovoltaïques ». Par ailleurs, « nous devons nous demander ce que l'on mesure exactement dans les émissions. Certaines universités souhaitent se développer, mais la croissance devient un dilemme. Les voyages des étudiants ne sont pas toujours pris en compte dans nos métriques, nous manquons de normes. En Italie, le réseau des universités durables essaie d'utiliser les mêmes métriques pour mesurer les émissions, mais nous pouvons nous améliorer ».

Au-delà de ce problème de « frontières », Eugenio Morello met en exergue quatre questions en matière de gouvernance : en premier lieu, « il faut impliquer les étudiants dans la gouvernance de la durabilité et les challenger pour qu'ils travaillent avec la direction, en considérant que les programmes d'études ne durent parfois que deux ou trois ans ». Des moyens doivent être trouvés pour soutenir des associations qui défendent l'environnement et pour que l'accompagnement soit durable car les étudiants changent régulièrement. « Nous devons être certains de toucher tous les programmes d'études pour transmettre le message de la durabilité, aux étudiants comme au personnel, à travers des cours accessibles en présentiel ou en visio ».

Deuxième question : la nécessité de créer une symbiose avec son environnement : « nous voulons être autonomes mais nous sommes dans une ville. Nous devons améliorer la connectivité et construire un éco système énergétique, essayer d'imaginer le campus comme un lieu qui produit des connaissances mais qui peut produire aussi

d'autres services pour la ville, par exemple à travers nos espaces verts. Nous sommes aussi plateforme de connaissance, l'université est l'endroit idéal pour créer des prototypes, tester des innovations sociales, pas seulement techniques ». Aux trois missions traditionnelles de l'université qui sont l'enseignement, la recherche, et le transfert de technologie, le recteur délégué estime qu'il faut rajouter la cocréation de solutions avec la société. « Comment collaborer mieux avec les villes ? Pas uniquement pour transférer un savoir mais être présent dans la société et créer ensemble des solutions. « C'est l'objet du projet Off Campus, qui propose des espaces dans le milieu péri-urbain, des petites plateformes physiques qui offrent des ateliers, des laboratoires de conception et des projets de recherche. Avec le soutien financier des collectivités locales, nous développons aussi des programmes au niveau social et environnemental dans la ville, avec la société. C'est une autre manière forte de renforcer notre collaboration avec les territoires ».

Troisième point de gouvernance : « il faut créer un équilibre entre les espaces verts intérieurs et extérieurs ». L'université travaille sur la conception climatique, l'adaptation du campus, la création de synergies, l'exploration de nouvelles façons d'utiliser les espaces, pour pouvoir offrir ces espaces aux étudiants et aux collectivités. « Nous avons éliminé le parking sur le campus central, sur la place principale, pour créer des espaces verts. Pour ce faire, nous avons travaillé avec la municipalité pour fermer la place puis avons organisé des événements avec la ville pour reconquérir l'espace et le rendre aux citoyens. Quelques années plus tard, nous avons consolidé avec la création d'espaces verts et le site est devenu un lieu de rencontre central pour les étudiants, il crée un équilibre entre les problématiques sociales et environnementales. Enfin, il reste à résoudre le problème du coût et de l'accessibilité, commente Eugenio Morello : « comment faire un campus plus inclusif pour plus de monde ? »

Méthodologie de la co-construction

Les questions dans la salle font en particulier référence aux méthodes de co-construction. Dans le cadre de la reconquête des espaces extérieurs, un intervenant demande à Eugenio Morello s'il y a eu des négociations préalables avec la collectivité.

Le recteur adjoint du Politecnico de Milan précise que l'université disposait de deux autres bâtiments avec des parkings sous-terrains peu utilisés, en périphérie du campus, qui constituaient un réservoir de places. D'autres parkings ont été par ailleurs récupérés en les rendant plus compacts. « En tout, nous avons perdu 200 places publiques sur la place et les rues autour ainsi que 80 places à l'intérieur du campus ». En ville, moins de 10% de la population utilise la voiture, observe-t-il. Les étudiants prennent les transports publics, ils utilisent la mobilité partagée ou d'autres modes de mobilité douce. « C'est plus problématique pour le personnel, mais il ne représente pas plus de 10% de la population. Nous n'avons pas eu trop de problème au niveau de la gouvernance, tous étaient d'accord pour réduire le nombre de places de parking ».

Jean Yves Le Bouillonnet, député-maire honoraire de Cachan, membre de la Conférence des projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre, fait référence à la démarche mise en place à Cergy pour organiser le débat entre universités et collectivités, comme cela s'est fait dans la Vallée Scientifique de la Bièvre. Il souhaite

savoir comment cela s'est passé à Milan et de quelle manière les habitants ont été associés.

Sur cette question de partenariat, **Eugenio Morello** observe que la mise en place d'un éco-système demeure encore un défi. « Politecnico a un bon impact dans le campus, son nouveau plan de transformation prévoit un parc et de nouveaux bâtiments, dont un projet de Renzo Piano. Cependant, des conflits perdurent avec les communautés locales qui souhaitent conserver des espaces verts développés ces dernières années mais dont le sol est pollué avec des métaux lourds. Chaque transformation apporte des opportunités et des défis », commente Eugenio Morello, qui poursuit sur la méthode : « lorsque nous avons un projet de transformation, nous échangeons avec la municipalité et avec les associations locales. C'est toujours délicat, car les habitants ont l'impression que nous voulons occuper de plus en plus de territoire. La seule solution est la mise en commun des espaces ».

La ville de Milan accueille plus de 120 000 étudiants. En matière de durabilité, il est nécessaire pour l'université de développer une collaboration étroite avec l'extérieur, de faire en sorte que tous les acteurs puissent contribuer au travail, en matière d'énergie, de mobilité... « Pour l'instant, nous avons une approche très segmentée avec des groupes de travail séparés. Il faudrait faire en sorte de constituer un groupe unique sur la durabilité ».

Sur Cergy, **Véronique Balbo-Bonneval** précise que l'instance de co-construction est dorénavant structurée, elle n'est plus informelle. Les habitants ont été associés pendant 18 mois à l'élaboration de la feuille de route de transition, document programmatique majeur, de même que les représentants des entreprises, des associations, des étudiants et des collectivités territoriales ainsi que les partenaires extérieurs (une vingtaine de personnes). Le travail de co-construction se poursuit entre chaque réunion.

Au-delà de la feuille de route, « chaque objet a un pied 'démocratie participative' via les collectivités territoriales. Par exemple, pour le logement, la concertation se fait via les collectivités territoriales et les parties prenantes du territoire. Sur l'ensemble des objets, les étudiants sont toujours associés via le Parlement étudiant, le personnel et la direction et, dans la plupart des cas, comme pour la mobilité ou l'alimentaire par exemple, la population est aussi associée à travers la collectivité. Les programmes sont tissés ensemble, chacun rajoute une pierre à l'élaboration. CY Campus et ses équipes animent à leur niveau.

Ville de Paris : l'ESR et la biodiversité imbriqués

« Quel chemin viable pour la société et les grandes villes telles que Paris en matière de transition écologique ? ». Selon **François Moreau**, directeur écologie urbaine de la Ville de Paris, la ville subit les conséquences du dérèglement climatique et se trouve aussi parmi les premiers responsables de cette crise, à travers les modes de consommation, la concentration des ressources, l'artificialisation des sols... C'est une double raison d'agir. Pour ce faire, « il faut continuer à s'appuyer sur les sciences, la recherche, l'enseignement supérieur et informer le grand public sur ces questions. La

parole de la science est essentielle pour objectiver les choses et porter cette transition écologique et climatique ».

Dans ce contexte, il se réjouit que la jeunesse soit mieux formée, mieux informée sur les questions de transition écologique. « Elle nous alerte sur ces questions climatiques ». A Paris, l'Académie du climat, créée par Anne Hidalgo, est entièrement dédiée à la jeunesse sur les questions environnementales. Porteur de projets, c'est un lieu d'information et de sensibilisation qui s'appuie sur des acteurs académiques tels que l'université Gustave Eiffel, Paris Sciences et Lettres et le CRI, un exemple de partenariat de la Ville avec son écosystème.

François Moreau observe que l'ESR ne fait pas partie des compétences obligatoires de la Ville de Paris mais que sur dix ans, la Ville a investi 500 M€ sur le secteur. Car «c'est important de conserver l'histoire parisienne universitaire, de conserver des étudiants et des enseignants dans la ville. En outre, ceux-ci ont besoin d'interactions permanentes avec le système économique et les habitants ». Le représentant de la Ville rappelle que Paris possède des écoles - l'ESPCI, l'EIVP, l'Ecole du Breuil, l'EPSAA, Boule et Estienne et qu'elle finance aussi des logements étudiants, des maisons d'initiatives étudiantes et un pôle jeunesse dans le 1^{er} arrondissement notamment pour l'orientation professionnelle.

« La transition écologique représente une autre des priorités de la Ville, dont la réponse première est la végétalisation, la désimperméabilisation et la réduction de la place de la voiture ». Paris a pour objectif de planter 170 000 arbres sur la mandature, pour un stock actuel de 600 000 arbres, le tout pris sur la place de la voiture. Le PLU de Paris bioclimatique vise à retrouver la nature en ville. La municipalité travaille par ailleurs sur son troisième plan de biodiversité. La charte Paris Action climat biodiversité est destinée aux grands acteurs publics et para publics pour qu'ils accompagnent la ville dans ce mouvement.

Quatre axes de travail partenarial entre ville et monde académique sont ensuite présentés. En premier, la formation : « nous avons besoin de nouvelles compétences dans tous les métiers, des ingénieurs, des juristes, des acheteurs, des métiers nouveaux comme l'agriculture urbaine... ». Deuxièmement, l'ESR : « Paris affiche 100 projets de recherche actifs avec les universités sur les questions de la nature en ville, l'agriculture, l'alimentation... (Agro ParisTech, Paris Saclay, Gustave Eiffel, Sorbonne Université) ». Autre axe de travail : la mobilisation des communautés universitaires sur les questions de végétalisation et sur une meilleure connaissance des sujets. Enfin, la question du campus. « Les campus représentent un morceau de territoire, ils doivent être plus ouverts, plus verts, avec des projets de rénovation énergétique qui végétalisent les bâtiments. C'est une obligation légale imposée par le PLU. On ne peut plus faire des projets de la même façon. Ces campus urbains doivent aussi privilégier la nature spontanée qui sert davantage la biodiversité ».

Philippe Laurent rappelle que Sceaux compte 20 000 habitants, soit 1% de Paris, mais que la ville porte les mêmes réflexions et affronte les mêmes difficultés. « Il faut avancer lentement mais à un moment donné il y a une rupture. Tous les élus y sont confrontés. Mais c'est la noblesse du métier d'élu, il doit prendre les décisions nécessaires sans traumatiser. Philippe Laurent insiste sur la présence de l'université

en ville et rappelle le rôle de l'Association Centre-ville en mouvement, qui milite pour la préservation de toutes les fonctions collectives concentrées, dont l'enseignement, modèle de la ville européenne. « Saclay porte un autre modèle mais nous avons pu conserver la faculté et l'IUT à Sceaux ».

AgroParisTech : responsabilité sociale et interconnexion

Invité à réfléchir sur la définition du « campus durable » **Gilles Trystam**, directeur général de Génopole, rappelle qu'en tant que directeur d'AgroParisTech pendant dix ans, il a contribué à la création de l'université de Paris Saclay et a participé au déménagement d'AgroParisTech vers Palaiseau. Il dirige maintenant Genopole, campus avec 20 laboratoires de recherche et 60 entreprises au cœur d'une ville nouvelle. Pour Gilles Trystam, aux enjeux de soutenabilité - économiques, sociaux et environnementaux - est associée une dimension de responsabilité : « Les étudiants nous interpellent et prennent des positions qui nous amènent à changer ».

Gilles Trystam expose cinq idées clés en matière de campus durable. Premièrement, il n'existe pas un modèle, il faut tenir compte de la diversité, de la spécificité, de la singularité de chaque ville, car un campus s'inscrit dans un ensemble. « La construction d'un campus à Palaiseau diffère de la modification d'un campus à Nancy. Il est possible en revanche de s'inspirer de ce qui a été fait ». Deuxième point important : la ville apporte un potentiel de connectivité entre campus, c'est ainsi que naissent des mouvements comme le Manifeste pour le climat. « Plusieurs écoles côte à côte créent un effet amplificateur. Un de nos enjeux est de savoir le maintenir à Paris Saclay ». Mais comment les étudiants pèsent dans cet ensemble, comment sont-ils intégrés dans les décisions ? : « les étudiants veulent agir, ils expriment de la détermination, de l'exigence, du militantisme ». A titre d'exemple, lorsqu'Agro Paris Tech était observateur de la Cop en Ecosse, les 16 étudiants y sont allés en train. « Le voyage a duré 24h, mais il était hors de question d'y aller en avion ». Gilles Trystam expose aussi l'exemple des partenariats souhaités par les étudiants. Lorsque Bayer a été racheté par Monsanto, AgroParisTech a dû s'interroger sur le partenariat avec cette entreprise. L'université a alors construit une charte de déontologie du partenariat. « Si la ville a certains partenariats qui ne sont pas dans le cadre des responsabilités définies, le campus ne travaillera pas avec elle. La frontière du campus n'est pas seulement physique, elle dépend de la nature des interactions des campus avec leur environnement dans la ville ».

Troisième point : quelles sont les missions de l'université et les outils dont elle dispose pour les atteindre ? « Au-delà de former, chercher, innover, il faut aussi démontrer, ouvrir les portes, montrer les choses ». A titre d'exemple, l'installation d'agriculture urbaine sur le toit du bâtiment Claude Bernard en 2012 a suscité énormément de visites. Par ailleurs, les recherches sont de plus en plus participatives, les chercheurs veulent faire connaître ce qu'ils font. Les interactions entre villes et universités se développent, avec des dispositifs de proximité. A Paris Saclay, l'université s'est battue pour conserver des espaces agricoles à côté. « La recherche évolue avec une connexion nécessaire à tout l'écosystème. Mais faut-il faire ensemble ou côte à côte ? Les élèves d'AgroParisTech représentent un tiers des habitants de la

commune de Grignon mais ils ne participent pas à la vie civile. Lorsqu'ils ont quelque chose à dire, ils passent par le recteur d'université, ils n'ont pas de lien direct avec la ville. Par exemple, la question du logement étudiant représente pour eux une question fondamentale, de même que les jobs étudiants. Il faut inclure leurs préoccupations dans le système ».

Autre point, la nécessité d'accompagner la ville : dans le programme de recherche alimentation durable dans les territoires, qui dispose de 5 M€ et observe sur 5 ans neuf territoires assez divers, le point le plus important consiste à former les élus et les cadres qui s'en occupent. Sur ce type de questions environnementales, l'université doit être en phase dans le dialogue, elle doit accompagner les territoires.

« Enfin, la soutenabilité englobe une immense diversité de projets, parfois contradictoires, et la question de pilotage doit se poser. Je crois à des pilotages collectifs de projets pour gérer cette diversité de possibles. Mais pour le système universitaire, plus il y a de projets, plus c'est difficile d'y participer car cela mobilise trop de monde. Il est indispensable de se poser la question de l'organisation, du pilotage, du suivi des projets».

Mettre en place la mutualisation et le partage

Le micro circule pour les questions. **Nicolas Rameau**, directeur du campus urbain Grand Orly Seine Bièvre, demande « comment faire le lien entre les divers établissements et le territoire dans un campus éclaté ». Le directeur présente la particularité de cet ensemble qui regroupe plusieurs campus sur 24 communes avec des universités et des écoles d'enseignement supérieur qui travaillent en lien avec le territoire. « Nous menons pour le territoire des missions de sensibilisation à la recherche et aux sciences participatives, nous avons répondu à un appel à projets sur les troubles sensoriels de l'autisme sur la ville, nous avons lancé une grande étude sur la problématique de l'alimentation sur l'ensemble du territoire, en particulier à Ivry-sur-Seine qui regroupe 10 000 étudiants dont moins de 1000 résidents », commente-t-il. Le campus travaille aussi sur le sujet du logement pour trouver des solutions comme le logement intergénérationnel. »

Pour **Gilles Systram**, « la mutualisation et le partage des dispositifs étaient un des arguments pour déménager AgroParisTech vers Paris Saclay. Ce partage génère de la mobilité, des croisements ». Paris Saclay comporte une dizaine de communes « et la manière dont les mobilités sont organisées diffère beaucoup d'un site à l'autre. Les mobilités douces restent parfois compliquées sur certains sites. Palaiseau permet de regrouper, de simplifier et de rendre visible toutes les dimensions », observe-t-il. « En matière d'espace culturel aussi, l'ENS avait un théâtre que l'on souhaitait partager, il est plus facile de mettre en œuvre ce partage lors de la construction, lorsque c'est pensé au départ ».

Parmi les missions de l'université évoquées par Eugenio Morello se trouve la co-construction de la connaissance avec la société et le territoire, observe **François Rio**. « Mais cette mission est-elle financée ? Ou consiste-t-elle en une sorte de troc entre ce que la ville et l'université peuvent se donner mutuellement ? »

Eugenio Morello rappelle que Politecnico est une université technique, qui enseigne l'architecture, l'ingénierie, l'urbanisation et le design, et qui a l'habitude de collaborer avec la ville à travers des projets de recherche. Ceux-ci sont financés au niveau local, par des fondations bancaires ou des projets européens. « Dans notre stratégie pour un campus durable, nous essayons d'utiliser le campus et ville comme banc d'essai, ce qui permet de tester des innovations. Il y a beaucoup de potentiel ». Au-delà de la recherche, l'université partage des activités d'enseignement et des ateliers avec des applications potentielles dans la ville. « Le plus difficile consiste à rendre utilisables les idées collectées dans le suivi des thèses ou des masters, trouver les moyens de les fournir à la ville comme plateforme de connaissances pour valoriser nos recherches »

Gilles Systram souligne l'enjeu pour l'université de participer à démontrer les choses. Cependant, « l'université inscrit sa réflexion sur le temps long. Pour partager ce que nous faisons, nous avons besoin d'outils et de dispositifs qui tiennent compte de cette notion du temps long alors que les villes ont des attentes de temps courts », observe-t-il. Le directeur rappelle qu'il a mis en place les discussions de ParisTech sur les questions de transition environnementale qui suscitent un grand intérêt et qui permettent de faire valoir la multitude des recherches, même si elles sont antagonistes. « Cela génère des débats et contribue à avancer, c'est pourquoi l'ouverture est un enjeu important de l'université. Nos jeunes sont dans cette demande, c'est un terrain très favorable ».

Quelques exemples de collaboration entre le monde universitaire et la Ville de Paris sont mis en exergue par **François Moreau**. « L'intérêt pour les universités est de disposer d'un territoire d'études et de recherche passionnant ». Il rappelle notamment les 100 projets de recherche en bio diversité et alimentation durable. Il cite le cas d'un doctorant Cifre qui a conduit pour Paris pendant trois ans une étude sur les populations d'abeilles. Il a ainsi relevé 139 espèces d'abeilles sauvages à Paris grâce au zéro phyto et à la grande diversité de plantes qui les nourrissent. Au-delà de ces partenariats, d'autres initiatives « gagnant-gagnant » sont possibles. « Parisculteurs, appel à projets porté par la Ville de Paris, met à disposition des toits, des façades, des sous-sols publics pour l'agriculture urbaine. Des universités y ont participé, comme l'ENS sur le campus Jourdan pour installer un verger de plus de 100 pieds ». Enfin, en matière d'alimentation durable, la Ville agit à travers la restauration collective. « Sur les 30 millions de repas servis chaque année dans les cantines, déjà 50% sont bio et l'objectif est de passer à 75% ».

Conclusion : la transition, créatrice de liens

« J'ai le sentiment que l'enjeu environnemental et la transition deviennent les meilleurs vecteurs pour créer des liens entre les universités et les territoires qui les accueillent », observe **Jean-Yves Le Bouillonnet** qui remercie tous les participants ainsi que le maire de Sceaux pour le travail fourni lors de cette 8^e session. « Nous n'avons jamais aussi bien montré la pertinence de ce lien universités/territoires, à Milan, Paris, Cergy ou dans la Vallée Scientifique de la Bièvre, à Paris Saclay. Cet enjeu environnemental traduit tous les questionnements posés à ceux qui ont la responsabilité de faire vivre les territoires avec les universités. Nous avons la capacité d'agir plus que jamais. Que

ce soit à Paris Saclay qui comporte quatre départements, une dizaine interco, 44 communes, Sceaux, avec l'IUT et la Faculté de droit, Cachan, qui réhabilite son campus réhabilite sa démarche d'accueil d'étudiants, le Kremlin Bicêtre avec son campus en milieu urbain, les questions ne peuvent que se poser dans le cadre des enjeux de la ville, du territoire, de l'aménagement, des habitants et du regard que l'on peut porter sur le territoire. Malgré les intérêts contradictoires, l'enjeu de développement durable est la matière commune à cette réflexion. Il ne faut pas avoir peur de cette réalité terrible du changement climatique car c'est peut-être cette réalité qui permettra à l'humanité de faire un pas ensemble. **La responsabilité des universités dans ce débat est extraordinaire. Avec l'université, c'est une ville qui participe à l'invention du monde de demain ».**

Jean-Philippe Allardi, adjoint au maire de Sceaux délégué à la Culture, au patrimoine, à l'esthétique urbaine et au campus urbain, remercie Jean-Yves Le Bouillonnet pour son message porteur d'espoir. Il relève, parmi les propos tenus, « l'utopie dans le cadre idéal de nos relations » et « l'interrogation sur les frontières de l'université, qu'elles soient matérielles ou immatérielles au sein de la ville pour arriver au faire ensemble ».